



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 30 ΙΟΥΝΙΟΥ 1972

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
106

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

- Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 14ην Ἰανουαρίου 1972 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς 2ας Συνόδου τῆς Ἑλληνογιουγκοσλαβικῆς Διϋπουργικῆς Ἐπιτροπῆς. ... 1
- Περὶ κυρώσεως τοῦ 10ου Ἐμπορικοῦ Προσθέτου Πρωτοκόλλου Ἑλλάδος—Η.Α.Δ. τῆς 17.9.1971. ... 2

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(1)

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 14ην Ἰανουαρίου 1972 ὑπογραφέντος Πρακτικοῦ τῆς 2ας Συνόδου τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Διϋπουργικῆς Ἐπιτροπῆς.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΚΥΒΕΡΝΗΤΙΚΗΣ ΠΟΛΙΤΙΚΗΣ, ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ,
ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ, ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ
ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ ΚΑΙ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ, ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ
ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν τὸ ὑπογραφέν ἐν Βελιγραδίῳ τὴν 14ην Ἰανουαρίου 1972 Πρακτικὸν τῆς 2ας Συνόδου τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Διϋπουργικῆς Ἐπιτροπῆς.

Τὸ κείμενον τοῦ Πρακτικοῦ ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν γλῶσσαν.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 18 Ἀπριλίου 1972

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΒΟΗΘΟΣ ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΥ ΑΝΑΠΛΗΡ. ΥΠΟΥΡΓΟΥ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΙΩΑΝΝΗΣ ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ Χ. ΞΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ-ΠΑΛΑΜΑΣ
ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
ΓΕΩΡΓ. ΠΕΖΟΠΟΥΛΟΣ ΚΩΝΣΤ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΑΚΗΣ
ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ, ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΟΡΕΣΤΗΣ ΓΙΑΚΑΣ

PROCES - VERBAL

de la 11ème réunion de la Commission interministérielle gréco-yougoslave, qui a eu lieu à Beograd du 10 au 14 janvier 1972.

La Commission interministérielle gréco-yougoslave s'est réunie pour la seconde fois à Beograd du 10 au 14 janvier 1972.

Aux travaux de la Commission précitée ont participé du côté hellénique : AM. Emmanuel Fthenakis,

Ministre sans portefeuille, président de la Délégation hellénique, S. Téténes, Ambassadeur de Grèce à Beograd, A. Corantis, Ministre Plénipotentiaire, directeur aux Affaires économiques du Ministère des Affaires Etrangères, G. Lymberidis, Directeur Général au Ministère de l'Economie nationale, G. Cambitsis, Directeur Général au Ministère de l'Economie Nationale, A. Andreopoulos, Directeur Général au Ministère de l'Economie Nationale, E. Lemonias, Directeur au Ministère de la Politique Gouvernementale, S. Granitsas, Conseiller technique au Ministère des Affaires Etrangères, C. Economidès, directeur au Service Juridique du Ministère des Affaires Etrangères et N. Menidiatis, Directeur au Ministère des Transports et des Communications, et du côté yougoslave : MM. Blagoj Popov, membre du Conseil exécutif fédéral et président de la délégation yougoslave, A. Drljaca, Secrétaire Fédéral Adjoint au Commerce Extérieur, D. Vucinic, Ambassadeur de la RSF de Yougoslavie à Athènes, D. Nejkov, Secrétaire Fédéral Adjoint à l'Economie, S. Lamer, Secrétaire Fédéral Adjoint au Trafic at aux Communications, C. Denes, représentant de l'Office Fédéral de coopération scientifique, culturelle et technique, M. Sami, vice-président de la Chambre du Commerce de la RS de Macédoine, A. Jelic, Directeur du Service Juridique du Secrétariat fédéral aux Affaires Etrangères, K. Avramcev, Directeur de la Représentation de la Chambre du Commerce Fédérale à Athènes, A. Atanasievski, Conseiller Economique de l'Ambassade de Yougoslavie en Grèce et Mlle T. Vrtacnik, Conseiller au Secrétariat Fédéral aux Affaires Etrangères.

—La Commission interministérielle a examiné les questions, rentrant dans le cadre des chapitres suivants :

- Echanges commerciaux
- Coopération industrielle
- Coopération dans le domaine scientifique et technique
- Tourisme
- Coopération culturelle
- Transport
- Biens et intérêts.

Les deux Délégations ont exprimé leur satisfaction de voir se renouveler les travaux de la Commission interministérielle à laquelle elles attachent une grande importance en tant qu'organe visant à promouvoir les relations entre les deux Pays dans les domaines commercial, industriel, technique, touristique et culturel.

Les deux Délégations ont tout d'abord tenu d'affirmer le désir de déployer tous les efforts et activités communes sous forme d'entreprises mixtes ou d'autres coopérations dans les domaines précités, aussi bien entre les deux Pays que vis-à-vis des Pays tiers, efforts et activités basés sur le principe de la réciprocité et de l'intérêt réel des deux Pays, et qu'il faudrait que ces derniers entreprennent toutes les mesures appropriées afin d'aboutir à l'accomplissement des buts ci-dessus mentionnés.

I. ECHANGES COMMERCIAUX

La Commission a constaté que les échanges des marchandises entre les deux Pays se sont développés d'une manière satisfaisante pendant les dernières cinq années et que le volume de ces échanges a considérablement augmenté surtout pendant la période contractuelle 1970 - 1971.

A cette augmentation des échanges commerciaux ont contribué le développement progressif des économies des deux Pays et les Accords commerciaux à long terme successivement conclus, ainsi que les efforts déployés mutuellement dans ce but.

Bien que le progrès accompli jusqu'à présent ait été satisfaisant, la Commission a été d'accord pour constater qu'il existe des possibilités de développer davantage le volume du commerce, ainsi que d'élargir la gamme des produits à échanger, notamment des produits industriels.

A cette fin les deux Parties sont d'accord d'intensifier leurs efforts et prendre, dans le cadre des réglementations en vigueur, les mesures les plus appropriées, ainsi que de faciliter les contacts entre les Chambres de commerce et les entreprises commerciales des deux Pays.

Trafic frontalier des marchandises

La Délégation yougoslave a proposé d'examiner la possibilité de conclure un accord sur le trafic frontalier des marchandises. Elle a exposé tous les avantages qu'un tel accord apporterait aux échanges commerciaux en général et particulièrement aux échanges dans la région frontalière.

La Délégation hellénique a répondu que les conditions pour la réalisation d'un tel projet n'existent pas.

II. COOPERATION INDUSTRIELLE

La Commission a constaté que le développement de la coopération entre les deux Pays dans ce domaine ne s'est pas déroulé d'une manière satisfaisante.

La Commission a également constaté qu'il existait des possibilités considérables d'élargir, à l'avenir, dans l'intérêt des deux Pays, leur coopération industrielle, ce qui créerait des conditions économiques durables dans ce domaine. A cette fin, la Commission interministérielle est d'accord de créer une Sous-commission mixte permanente de coopération industrielle. Celle-ci aura pour tâche d'examiner tous les problèmes pouvant surgir entre les entreprises industrielles des deux Pays et de suggérer les mesures nécessaires à prendre, dans le cadre des réglementations respectives en vigueur, pour faciliter les investissements des capitaux et le développement de la coopération industrielle. Elle est, en outre, chargée d'encourager les initiatives tendant à établir une coopération entre les banques intéressées à la réalisation des buts précités.

La Sous-commission se réunira toutes les fois que cela sera nécessaire et au moins une fois par an. La première réunion aura lieu avant le 30 juin 1972.

La Commission a constaté avec satisfaction que la coopération dans le domaine de l'échange d'énergie

électrique entre les deux Pays s'est déroulée d'une manière constructive dans l'intérêt des deux Pays.

La Commission a souligné le grand intérêt des deux Parties de s'informer mutuellement, lors de chaque session, du développement économique des deux Pays, afin de voir les possibilités qui peuvent se présenter de part et d'autre.

La Commission souligne l'importance des démarches nécessaires à entreprendre en vue de faciliter la coopération entre les entreprises des deux Pays pour la production commune des produits et leur placement dans les marchés intérieurs respectifs ou dans les marchés des Pays tiers, ainsi que pour la constructions d'ouvrages techniques dans ces Pays.

Oléoduc Thessalonique-Skopje

La Partie yougoslave, en ce référant à des initiatives entamées à Athènes et à Beograd, a posé la question de la construction d'un oléoduc entre Thessalonique et Skopje, par des actions communes, destiné à l'importation et au transport du pétrole pour l'approvisionnement de l'économie yougoslave et a demandé la position de la Partie hellénique sur cette question.

La Partie hellénique a répondu que, comme a déjà déclaré le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères à l'Ambassadeur de Yougoslavie à Athènes, cette question est à l'étude du point de vue économique-technique. Cependant, sur la base des estimations de la Partie hellénique et en raison du fait que ce problème est complexe, la réponse ne pouvait pas être positive. Par conséquent, la Partie hellénique a demandé à la Partie Yougoslave de lui soumettre toutes les données et renseignements économique-techniques nécessaires (pre-feasibility report) pour pouvoir former une opinion définitive sur cette question. Elle a également déclaré qu'elle donnerait sa réponse finale aussitôt que possible et au plus tard dans deux mois à partir de la réception des données et renseignements précités.

La Partie hellénique a accepté que des experts yougoslaves rencontrent des experts grecs pour leur donner les données et renseignements ci-dessus mentionnés.

Coopération agricole

La Commission a constaté que dans le domaine de la production et de l'industrie agricole des contacts importants ont déjà eu lieu entre les entreprises et les Banques agricoles des deux Pays. A cette occasion il a été constaté l'intérêt commun de développer la coopération dans ce domaine.

Dans ce but, la Commission est d'accord de créer une Sous-commission mixte permanente de coopération agricole, qui aura comme tâche d'examiner les problèmes pouvant surgir entre des entreprises et les Banques des deux pays. En outre, elle proposera des mesures à prendre, dans le cadre des réglementations respectives en vigueur, pour le développement de la coopération agricole.

La Sous-commission se réunira toutes les fois que cela sera nécessaire et au moins une fois par an. La première réunion aura lieu avant le 30 juin 1972.

III. COOPERATION DANS LE DOMAINE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Après avoir examiné la situation dans ce domaine, la Commission a constaté que toutes les possibilités n'ont pas été exploitées. Elle a tenu compte du fait que, pendant la période entre les deux sessions, il y a eu certaines activités sur le plan multilatéral, ainsi que dans le domaine de l'hydroéconomie. Cependant, il n'y a pas eu d'actions bilatérales, faute de programmation dans ce domaine.

Etant donné que la coopération scientifique et technique est une condition préalable à la réalisation des buts pour lesquels la Commission a été instituée, cette dernière souligne la nécessité des efforts communs pour dépasser cette situation et établir des relations normales fondées sur des programmes à court ou à long terme.

La Commission constate l'existence d'un très large domaine de coopération, ainsi que l'intérêt mutuel à ce que cette coopération soit établie et réalisée.

A cette fin, elle propose aux organes compétents : Office fédéral de coopération scientifique, culturelle et technique, du côté yougoslave et ministère des Sciences et de la Culture du côté grec, d'établir, par des contacts directs, les formes et les conditions de cette coopération.

IV. TOURISME

Les deux Délégations se sont mutuellement informées des conclusions de la 12^{ème} session de la Commission mixte gréco-yougoslave pour le développement du tourisme, qui a eu lieu à Beograd du 14 au 18 décembre 1971. A ce propos, la Commission a constaté avec satisfaction que les résultats jusqu'à présent obtenus dans ce domaine ont été satisfaisants. Une augmentation du trafic touristique entre les deux Pays, ainsi qu'un accroissement du trafic touristique provenant des Pays tiers ont été réalisés en 1971.

Cependant, la Commission considère qu'il existe des conditions favorables et des besoins d'augmenter encore davantage le trafic touristique entre les deux Pays. Ceci pourrait, par exemple, être atteint par l'amélioration et l'élargissement des voies de communications entre les deux Pays, par la simplification supplémentaire des formalités frontalières, par l'intensification de la propagande touristique et des activités d'information, ainsi que par l'élargissement de la coopération entre les associations et les organisations du tourisme.

La Partie yougoslave a exprimé le désir à ce que la Partie hellénique recommande à ses autorités compétentes de prendre des mesures supplémentaires afin de simplifier la procédure pour l'octroi des visas, aussi bien en ce qui concerne les ressortissants grecs visitant la Yougoslavie que les ressortissants yougoslaves visitant la Grèce.

La Partie yougoslave a également exprimé le désir que des lignes d'autobus soient établies entre les plus importants sites et centres touristiques des deux Pays. Il devrait être recommandé aux entreprises intéressées des deux Pays de prendre contact et d'examiner la possibilité pour l'établissement de ces lignes.

Les deux Parties ont positivement apprécié le travail accompli et l'activité de la Commission mixte gréco-yougoslave pour le développement du tourisme et ont recommandé que des efforts encore plus grands soient entrepris en vue de l'augmentation du trafic touristique mutuel, ainsi que pour attirer des touristes des Pays tiers.

V. COOPERATION CULTURELLE

La Commission a procédé à un échange de vues sur cette coopération et a constaté avec regret que depuis 1969 il n'existe pas de programme culturel par lequel cette coopération était régie jusqu'à cette date et que les difficultés qui ont causé cette interruption n'ont pas été écartées. Par conséquent, il n'y a pas eu de progrès dans ce domaine et la situation demeure insatisfaisante.

La Commission mixte souligne le besoin d'entreprendre un nouvel effort en commun, afin d'éliminer les difficultés existantes et de conclure le plus tôt possible un nouveau programme de coopération culturelle.

Dans ce sens, la Partie yougoslave attend une réponse à sa dernière proposition relative à ce programme.

La Partie hellénique a déclaré qu'un projet de programme serait envoyé très prochainement par voie diplomatique.

VI. TRANSPORTS

La Commission a constaté que le développement réalisé dans le domaine des transports est satisfaisant. Cependant, des conditions existent permettant d'améliorer davantage la qualité et la sécurité des transports, ainsi que d'augmenter leur volume.

Les questions ci-dessous sont actuellement particulièrement importantes :

Transports routiers

La Commission a rappelé que les transports routiers internationaux entre la Grèce et la Yougoslavie sont réglés par l'Accord concernant la réglementation du transport routier de passagers et de marchandises par des véhicules commerciaux, du 18 juin 1959, et par l'Accord du 5 novembre 1964 relatif à certaines questions du transport routier.

La Commission Mixte, instituée pour l'application de ces accords, a obtenu jusqu'à présent des résultats satisfaisants.

Cependant, pour permettre le développement futur du transport routier international pour lequel les deux Pays sont intéressés, la Commission a recommandé à la Commission mixte pour les transports routiers de proposer à la session suivante des solutions et des modifications éventuelles à apporter à l'Accord de 1959, qui répondraient aux besoins actuels et à la pratique existant dans les deux Pays en ce qui concerne le transport routier international.

La Partie hellénique a exprimé le désir d'obtenir l'augmentation du nombre de ses autorisations exemptes de taxes.

La Commission recommande à la Commission mixte pour le transport routier de considérer cette question avec compréhension.

La Partie yougoslave a informé la Commission que depuis le 18 novembre 1971 les autorités grecques ne permettent pas la circulation dans le territoire hellénique aux véhicules yougoslaves dont le poids est supérieur à 35 tonnes brutes. Ceci crée des difficultés particulières aux transporteurs yougoslaves, surtout lors du transport du combustible liquide, obligés de conduire des citernes à demi vides, ce qui affecte la sécurité du transport. La Partie hellénique informera les autorités compétentes de ce problème et communiquera sa réponse à la Commission mixte pour le transport routier, lors de sa prochaine session.

Transports ferroviaires

La Commission a estimé que la coopération entre les chemins de fer yougoslaves et grecs a été très satisfaisante.

La Commission a apprécié les efforts déployés par les Chemins de fer des deux Pays, ainsi que par la Commission mixte ferroviaire de travail, qui oeuvre à la modernisation du transport ferroviaire, afin d'assurer un transport des passagers et des marchandises plus rapide et de meilleure qualité et qui s'occupe d'autres questions d'intérêt commun.

La Commission recommande aux autorités compétentes des deux Pays d'accélérer la procédure en vue de conclure une convention relative au règlement du transport ferroviaire frontalier, qui contribuerait à l'amélioration du transport ferroviaire entre les deux Pays.

VII. BIENS ET INTERETS

La Commission a accepté que des contacts s'établissent dans un délai de six mois entre les deux Parties pour examiner la question des biens grecs abandonnés

en Yougoslavie et des biens yougoslaves abandonnés en Grèce, ainsi que des biens, droits et intérêts grecs en Yougoslavie et yougoslaves en Grèce, qui ont été, après la seconde guerre mondiale, frappés par des mesures restrictives de propriété autres que la nationalisation.

Les deux Délégations ont été d'accord pour que la Commission interministérielle se réunisse dorénavant au moins une fois par an, alternativement à Athènes et à Beograd.

FAIT à Beograd, le 14 janvier 1972, en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement Pour le Gouvernement de la du Royaume de Grèce, République Socialiste

Fédérative de Yougoslavie, EMMANUEL FTIENAKIS BLAGOJ POPOV

Π Ρ Α Κ Τ Ι Κ Ο Ν

Τῆς 2ας Συνόδου τῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Διϋπουργικῆς Ἐπιτροπῆς, λαβούσης χώραν ἐν Βελιγραδίῳ ἀπὸ 10ης μέχρι 14ης Ἰανουαρίου 1972.

Ἡ Ἑλληνο-γιουγκοσλαβικὴ Διϋπουργικὴ Ἐπιτροπὴ συνήλθε διὰ δευτέραν φορὰν ἐν Βελιγραδίῳ ἀπὸ 10ης μέχρι 14ης Ἰανουαρίου 1972.

Εἰς τὰς ἐργασίας τῆς εἰρημένῃς Ἐπιτροπῆς, συμμετέσχον ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς οἱ κ.κ. Ἐμμανουὴλ Φθενάκης, Ὑπουργὸς ἄνευ Χαρτοφυλακείου, ἀρχηγὸς τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας, Σ. Τετενὲς Πρεσβευτὴς τῆς Ἑλλάδος ἐν Βελιγραδίῳ, Α. Κοραντῆς, Πληρεξούσιος Ὑπουργός, Διευθυντὴς Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτερικῶν, Γ. Λυμπερίδης, Γενικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Οἰκονομίας, Γ. Καμπίτσης, Γενικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Οἰκονομίας, Α. Ἀνδρέουπουλος, Γενικὸς Διευθυντὴς Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Οἰκονομίας, Β. Λεμονιάς, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Κυβερνητικῆς Πολιτικῆς, Σ. Γραβίτσας, Τεχνικὸς Σύμβουλος παρὰ τῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτερικῶν, Κ. Οἰκονομίδης, Διευθυντὴς Νομικῆς Ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν, καὶ Ν. Μενιδιάτης, Διευθυντὴς Ὑπουργείου Μεταφορῶν καὶ Ἐπικοινωνιῶν καὶ ἀπὸ γιουγκοσλαβικῆς πλευρᾶς οἱ κ.κ. BLAGOJ POPOV, μέλος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ἐπιτελεστικοῦ Συμβουλίου καὶ ἀρχηγὸς τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀντιπροσωπείας, Α. DRILJAGA, Ὁμοσπονδιακὸς Ὑπουργὸς Ἀναπληρωτῆς Ἐξωτερικοῦ Ἐμπορίου, D. VUCINIC, Πρέσβυς τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας ἐν Ἀθήναις, D. NEJKOV Ὁμοσπονδιακὸς Ὑπουργὸς Ἀναπληρωτῆς Οἰκονομίας, S. LAMBR, Ὁμοσπονδιακὸς Ὑπουργὸς Ἀναπληρωτῆς Συγκοινωνίας καὶ Τηλεπικοινωνιῶν, O. DENES, ἐκπρόσωπος τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Γραφείου ἐπιστημονικῆς, μορφωτικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, M. SAMI, Ἀντιπρόεδρος τοῦ Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Μακεδονίας, A. JELIC, Διευθυντὴς τῆς Νομικῆς Ὑπηρεσίας τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν, K. AVRAMEV, Διευθυντὴς τῆς ἐν Ἀθήναις Ἀντιπροσωπείας τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου, A. ATANASIEVSKI, Οἰκονομικὸς Σύμβουλος τῆς ἐν Ἑλλάδι Πρεσβείας τῆς Γιουγκοσλαβίας, καὶ ἡ διὰ Τ. VRTAGNIK, σύμβουλος παρὰ τῷ Ὁμοσπονδιακῷ Ὑπουργείῳ Ἐξωτερικῶν.

Ἡ Διϋπουργικὴ Ἐπιτροπὴ ἐξήτασε τὰ θέματα τὰ ἀνηκόντα εἰς τοὺς ἀκολούθους τομεῖς:

- Ἐμπορικαὶ συναλλαγαί
- Βιομηχανικὴ συνεργασία
- Συνεργασία εἰς τοὺς ἐπιστημονικὸν καὶ τεχνικὸν τομεῖς
- Τουρισμὸς
- Μορφωτικὴ συνεργασία
- Μεταφοραί
- Περὶ οὐσιαί καὶ συμφέροντα.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπείαι ἐξέφρασαν τὴν ἰκανοποίησίν των διὰ τὴν ἐπανάληψιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Διϋπουργικῆς Ἐπιτρο-

πῆς, εἰς τὴν ὁποίαν προσδίδουν μεγάλην σημασίαν ὡς ὄργανον σκοποῦντος εἰς τὴν προαγωγὴν τῶν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν σχέσεων εἰς τοὺς ἐμπορικόν, βιομηχανικόν, τεχνικόν, τουριστικόν καὶ μορφωτικόν τομεῖς.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπείαι ἠθέλησαν ἐν ἀρχῇ νὰ ὑπογραμμίσουν τὴν ἐπιθυμίαν ὅπως ἀναπτύξουν ἀπάσας τὰς κοινὰς προσπάθειάς καὶ δραστηριότητας ὑπὸ μορφήν μικτῶν ἐπιχειρήσεων ἢ ἐτέρων τύπων συνεργασίας εἰς τοὺς εἰρημένους τομεῖς, τὸσον μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν ὅσον καὶ ἐναντι τρίτων τοιούτων, προσπάθειας καὶ δραστηριότητας ἐρειδόμενας ἐπὶ τῆς ἀρχῆς τῆς ἀμοιβαιότητος καὶ τοῦ ἀληθοῦς συμφέροντος τῶν δύο Χωρῶν, καὶ ὅτι θὰ ἔδει ὅπως αὐταὶ ἀναλάβουν τὰ προτήκοντα μέτρα ἵνα ἐπιτελεσθῇ ἡ πραγματοποιήσις τῶν ὡς ἄνω ἀναφερομένων στόχων.

I. Ἐμπορικαὶ ἀνταλλαγαί.

Ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι αἱ μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν ἐμπορευματικαὶ ἀνταλλαγαί ἀνεπτύχθησαν κατὰ τρόπον ἰκανοποιητικόν ἐντὸς τῆς τελευταίας πενταετίας καὶ ὅτι ὁ ὄγκος τῶν ἀνταλλαγῶν τούτων ηὔξηθη σημαντικῶς ἰδίᾳ κατὰ τὴν συμβατικὴν περίοδον 1970—1971.

Εἰς τὴν αὕξησιν ταύτην τῶν ἐμπορικῶν ἀνταλλαγῶν συνέβαλον ἡ προοδευτικὴ ἀνάπτυξις τῶν οἰκονομιῶν τῶν δύο χωρῶν καὶ αἱ διαδοχικῶς συναρθεῖσαι μακροχρόνιοι ἐμπορικαὶ συμφωνίαι, ὡς ἐπίσης καὶ αἱ ἐκκτέρωθεν πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν καταβληθεῖσαι προσπάθειαι.

Ἄν καὶ ἡ μέχρι στιγμῆς πραγματοποιηθεῖσα πρόοδος ὑπῆρξεν ἰκανοποιητικὴ, ἡ Ἐπιτροπὴ συμφώνησεν εἰς τὴν διαπίστωσιν ὅτι ὑφίστανται δυνατότητες περαιτέρω ἀναπτύξεως τοῦ ὄγκου τοῦ ἐμπορίου, ὡς καὶ διευρύνσεως τῆς συνθέσεως τῶν ἀνταλλακτέων προϊόντων, ἰδίᾳ τῶν βιομηχανικῶν τοιούτων.

Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν, τὰ δύο Μέρη συμφωνοῦν ὅπως ἐντείνουν τὰς προσπάθειάς των καὶ λάβουν ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἰσχυρῶν διατάξεων, τὰ πλέον ἐνδεικνύμενα μέτρα, ὡς καὶ νὰ διευκολύνουν τὰς ἐπαρὰς μεταξὺ τῶν Ἐμπορικῶν Ἐπιμελητηρίων καὶ τῶν ἐμπορικῶν ἐπιχειρήσεων τῶν δύο Χωρῶν.

Μεθοδικὰ διακίνησις ἐμπορευμάτων.

Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ Ἀντιπροσωπεία προέτεινε τὴν ἐξέτασιν τῆς δυνατότητος συνάψεως συμφωνίας περὶ μεθοδικῆς διακίνησεως τῶν ἐμπορευμάτων. Ἐξέθεσεν ἅπαντα τὰ πλεονεκτήματα τὰ ὁποῖα μία τοιαύτη συμφωνία θὰ ἐπαρουσίαζε διὰ τὰς ἐμπορικὰς ἀνταλλαγὰς ἐν γένει καὶ ἰδιαίτερώς διὰ τὰς ἐν τῇ περὶ ἀπορίας περιοχῇ τοιαύτας.

Ἡ Ἑλληνικὴ Ἀντιπροσωπεία ἀπήντησεν ὅτι δὲν ὑφίστανται αἱ προϋποθέσεις διὰ τὴν πραγματοποίησιν τοιούτου σχεδίου.

II. Βιομηχανικὴ συνεργασία.

Ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι ἡ ἀνάπτυξις τῆς μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν συνεργασίας εἰς τὸν τομεᾶ αὐτὸν δὲν ἐξελίχθη κατὰ τρόπον ἰκανοποιητικόν.

Ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ἐπίσης ὅτι ὑφίστανται ἀξίολογοὶ δυνατότητες διευρύνσεως, μελλοντικῶς, πρὸς τὸ συμφέρον τῶν δύο Χωρῶν, τῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας των, τοῦθ' ὅπερ θὰ ἐδημιούργει διαρκεῖς οἰκονομικὰς προϋποθέσεις εἰς τὸν ἐν λόγῳ τομεᾶ. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν, ἡ Διϋπουργικὴ Ἐπιτροπὴ συμφωνεῖ ὅπως συσταθῇ Μόνιμος Μικτὴ Ὑποεπιτροπὴ βιομηχανικῆς συνεργασίας. Ἔργον ταύτης ἔσται ἡ ἐξέτασις πάντων τῶν προβλημάτων τῶν δυναμένων νὰ ἀναφύσῃ μεταξὺ τῶν βιομηχανικῶν ἐπιχειρήσεων τῶν δύο Χωρῶν καὶ ἡ πρόταξις τῶν ληπτέων ἀναγκαίων μέτρων, ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἰσχυρῶν ἀντιστοίχων διατάξεων, διὰ τὴν διευκόλυνσιν τῶν ἐπενδύσεων κεφαλαίων καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς βιομηχανικῆς συνεργασίας. Θὰ εἶναι, ἐπὶ πλέον, ἐπιφορτισμένη μετὰ τὴν ἐνθάρρυνσιν τῶν πρωτοβουλιῶν τῶν τεινοσῶν εἰς τὴν σύστασιν συνεργασίας μεταξὺ Τραπεζῶν ἐνδιαφερομένων διὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν προαναφερθέντων στόχων.

Ἡ Ὑποεπιτροπὴ θὰ συνέρχηται ὁσάκις θὰ παρίσταται ἀνάγκη καὶ ἄπαξ τοῦλάχιστον τοῦ ἔτους. Ἡ πρώτη σύνοδος θὰ λάβῃ χώραν πρὸ τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1972.

Ἡ Ἐπιτροπὴ διαπίστωσε μεθ' ἰκανοποίησεως ὅτι ἡ μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν συνεργασία εἰς τὸν τομέα ἀνταλλαγῆς ἡλεκτρικῆς ἐνεργείας ἐξελίχθη κατὰ τρόπον ἐποικοδομητικὸν πρὸς τὸ συμφέρον τῶν δύο Χωρῶν.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ὑπεγράμμισε τὸ μέγα ἐνδιαφέρον τῶν δύο Μερῶν ὅπως πληροφοροῦνται ἀμοιβαίως, καθ' ἑκάστην σύνοδον, περὶ τῆς οικονομικῆς ἀναπτύξεως τῶν δύο Χωρῶν, πρὸς διαπίστωσιν τῶν δυναμένων νὰ παρουσιασθῶν ἐκατέρωθεν δυνατοτήτων.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ὑπογραμμίζει τὴν σημασίαν τῶν ἐνεργειῶν αἱ ὁποῖαι δεῖν νὰ γίνωνται ἵνα διευκολύνηται ἡ συνεργασία μεταξὺ τῶν ἐπιχειρήσεων τῶν δύο Χωρῶν διὰ τὴν κοινὴν παραγωγὴν προϊόντων καὶ τὴν τοποθέτησιν αὐτῶν εἰς τὰς ἀντιστοίχους ἐσωτερικὰς ἀγορὰς ἢ τὰς ἀγορὰς τῶν τρίτων Χωρῶν, ὡς καὶ διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τεχνικῶν ἔργων εἰς τὰς Χώρας ταύτας.

Πατρελαιαγωγὸς Θεσσαλονίκης — Σκοπίων.

Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ἀναφερομένη εἰς πρωτοβουλίας ἀναληφθείσας ἐν Ἀθήναις καὶ Βελιγραδίῳ, ἔθεσε τὸ ζήτημα τῆς διὰ κοινῶν ἐνεργειῶν κατασκευῆς πατρελαιαγωγοῦ μεταξὺ Θεσσαλονίκης καὶ Σκοπίων, προοριζομένου διὰ τὴν εἰσαγωγὴν καὶ μεταφορὰν πετρελαίου διὰ τὸν ἐφοδιασμὸν τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Οἰκονομίας καὶ ἐζήτησε νὰ πληροφορηθῇ τὴν θέσιν τῆς Ἑλληνικῆς πλευρᾶς ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου.

Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ἀπάντησεν ὅτι, ὡς ἐδήλωσεν ἤδη ὁ Ὑπουργὸς Ἐξωτερικῶν εἰς τὸν ἐν Ἀθήναις Πρέσβην τῆς Γιουγκοσλαβίας, τὸ ζήτημα τοῦτο τελεῖ ὑπὸ μελέτην ἀπὸ ἀπόψεως οἰκονομικοτεχνικῆς. Ἐν τούτοις ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἐκτιμήσεων τῆς Ἑλληνικῆς πλευρᾶς καὶ ὡς ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι τὸ πρόβλημα τοῦτο εἶναι σύνθετον, ἡ ἀπάντησις δὲν ἠδύνατο νὰ εἶναι θετικὴ. Συνεπῶς, ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ἐζήτησεν ἀπὸ τὴν Γιουγκοσλαβικὴν πλευρὰν ὅπως αὕτη θέσῃ ὑπ' ὄψιν τῆς ἀπαντᾶ τὰ ἀναγκαῖα πρὸς σχηματισμὸν ὀριστικῆς γνώμης ἐπὶ τοῦ ζητήματος οἰκονομικοτεχνικῶν στοιχείων καὶ πληροφορίας (PRE—FEASIBILITY REPORT). Ἐδήλωσεν ἐπίσης ὅτι θὰ ἔδιδε τὴν τελικὴν ἀπάντησίν τῆς τὸ ταχύτερον δυνατόν καὶ ἐντὸς δύο τῶν βραδύτερων μηνῶν ἀπὸ τῆς λήψεως τῶν προαναφερθέντων στοιχείων καὶ πληροφοριῶν.

Ἡ Ἑλληνικὴ Πλευρὰ ἀπεδέχθη ὅπως Γιουγκοσλάβοι ἐμπειρογνώμονες συναντηθῶν μεθ' Ἑλλήνων τοιούτων ἵνα δώσουν εἰς αὐτοὺς τὰ ὡς ἄνω ἀναφερθέντα στοιχεῖα καὶ πληροφορίες.

Γεωργικὴ συνεργασία.

Ἡ Ἐπιτροπὴ διαπίστωσεν ὅτι, εἰς τὸν τομέα τῆς γεωργικῆς παραγωγῆς καὶ βιομηχανίας, ἔχουν ἤδη λάβει χώραν σημαντικὰ ἐπαφαί μεταξὺ τῶν ἐπιχειρήσεων καὶ τῶν Ἀγροτικῶν Τραπεζῶν τῶν δύο Χωρῶν. Ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ ταύτῃ, διαπιστώθη τὸ κοινὸν συμφέρον πρὸς ἀνάπτυξιν τῆς συνεργασίας εἰς τὸν ἐν λόγῳ τομέα.

Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, ἡ Ἐπιτροπὴ συμφωνεῖ ὅπως συσταθῇ Μόνιμος Μικτὴ Ὑποεπιτροπὴ γεωργικῆς συνεργασίας, ἔργον τῆς ὁποίας ἔσεται ἡ ἐξέτασις τῶν δυναμένων νὰ ἀναρροῦν μεταξὺ ἐπιχειρήσεων καὶ τῶν Τραπεζῶν τῶν δύο Χωρῶν προβλημάτων. Ἐπὶ πλεόν, αὕτη θέλει προτείνῃ τὰ ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἐν ἰσχύϊ ἀντιστοίχων διατάξεων λεπτετέρα μέτρα πρὸς ἀνάπτυξιν τῆς γεωργικῆς συνεργασίας.

Ἡ Ὑποεπιτροπὴ θὰ συνέχισται ὡς ἀνάγκη παρίσταται ἀνάγκη καὶ ἀπαξ τοῦλάχιστον τοῦ ἔτους. Ἡ πρώτη σύνοδος θέλει λάβει χώραν πρὸ τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1972.

III. Συνεργασία εἰς τὸν ἐπιστημονικὸν καὶ τεχνικὸν τομέα.

Ἀρῶν ἐξήτασε τὴν εἰς τὸν ἐν λόγῳ τομέα κατάστασιν. Ἡ Ἐπιτροπὴ διαπίστωσεν ὅτι δὲν ἐγένετο ἐκμετάλλευσις ἀπασῶν τῶν δυνατοτήτων. Ἐλάσεν ὑπ' ὄψιν ὅτι, κατὰ τὴν μεταξὺ τῶν δύο συνόδων περίοδον, ἐσημειώθησαν ἐνταῦθα δραστηριότητες ἐπὶ τοῦ πολυμεροῦς πεδίου, ὡς καὶ εἰς τὸν πλεόν τῆς ὑδροοικονομίας. Δὲν ὑπῆρξαν, ἐν τούτοις, διμερεῖς ἐνέργειαι, λόγῳ ἐλλείψεως προγραμματισμοῦ εἰς τὸν ἐν λόγῳ τομέα.

Δοθέντος ὅτι ἡ ἐπιστημονικὴ καὶ τεχνικὴ συνεργασία ἀποτελεῖ προϋπόθεσιν τῆς πραγματοποιήσεως τῶν στόχων διὰ τοὺς ὁποίους συνεστήθη ἡ Ἐπιτροπὴ, αὕτη ὑπογραμμίζει τὴν ἀναγκαιότητα τῶν κοινῶν προσπαθειῶν πρὸς βελτίωσιν τῆς καταστάσεως ταύτης καὶ καθίδρυσιν κανονικῶν σχέσεων θεμελιουμένων ἐπὶ βραχυχρονίων ἢ μακροχρονίων προγραμμάτων.

Ἡ Ἐπιτροπὴ διαπιστώνει τὴν ὑπαρξίν εὐρυτάτου πεδίου συνεργασίας, ὡς καὶ τὸ ἀμοιβαῖον συμφέρον ὅπως ἡ συνεργασία αὕτη καθιδρυσθῇ καὶ πραγματοποιηθῇ.

Πρὸς τοῦτο, προτείνει: εἰς τὰ ἀρμόδια ὄργανα, τὸ Ὀμοσπονδιακὸν Γραφεῖον Ἐπιστημονικῆς, Μορφωτικῆς καὶ Τεχνικῆς Συνεργασίας, ἀπὸ γιουγκοσλαβικῆς πλευρᾶς, καὶ τὸ Ὑπουργεῖον Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, ἀπὸ ἑλληνικῆς πλευρᾶς, ὅπως καθορίσουν, δι' ἀμέσων ἐπαφῶν, τὴν μορφήν καὶ τοὺς ὅρους τῆς τριαύτης συνεργασίας.

IV. Τουρισμός.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι ἐπληροφόρησαν ἀλλήλας περὶ τῶν συμπερισμάτων τῆς 12ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ τουρισμοῦ, ἥτις ἔλαβε χώραν ἐν Βελιγραδίῳ ἀπὸ 14ης μέχρι 18ης Δεκεμβρίου 1971. Εἰς τὸ σημεῖον τοῦτο, ἡ Ἐπιτροπὴ διαπίστωσε μεθ' ἰκανοποίησεως ὅτι τὰ μέχρι στιγμῆς εἰς τὸν ἐν λόγῳ τομέα ἀποτελέσματα ὑπῆρξαν ἰκανοποιητικά. Ἐντὸς τοῦ 1971 ἐπραγματοποιήθη αὐξησις τῆς μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν τουριστικῆς κινήσεως, ὡς καὶ αὐξησις τῆς ἐκ τρίτων Χωρῶν προσερχομένης τουριστικῆς κινήσεως.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θεωρεῖ ἐν τούτοις, ὅτι ὑφίστανται εὐνοϊκοὶ ὄροι καὶ ἀνάγκη περαιτέρω αὐξήσεως τῆς μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν τουριστικῆς κινήσεως. Τοῦτο θὰ ἠδύνατο νὰ ἐπιτευχθῇ λόγῳ χάριν, διὰ τῆς βελτιώσεως καὶ διαπλατύνσεως τῶν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν συγκοινωνιακῶν ὁδῶν, διὰ τῆς προσθέτου ἀπλουστεύσεως τῶν συνοριακῶν διατυπώσεων, διὰ τῆς ἐντατικοποιήσεως τῆς τουριστικῆς προπαγάνδας καὶ τῶν δραστηριοτήτων πληροφορήσεως, ὡς καὶ διὰ τῆς διευρύνσεως τῆς συνεργασίας μεταξὺ τῶν τουριστικῶν ἐνώσεων καὶ ὀργανώσεων.

Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ἐξέφρασε τὴν ἐπιθυμίαν ὅπως ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ συστήσῃ εἰς τὰς ἀρμόδιαις αὐτῆς ἀρχὰς τὴν λήψιν προσθέτων μέτρων χορηγήσεως διὰ τὴν ἀπλούστευσιν τῆς διαδικασίας θεωρήσεων διαβατηρίων, τόσον ὅσον ἀφορᾷ εἰς Ἑλλήνας ὑπηκόους ἐπισκεπτομένους τὴν Γιουγκοσλαβίαν ὅσον καὶ εἰς Γιουγκοσλάβους ὑπηκόους ἐπισκεπτομένους τὴν Ἑλλάδα.

Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ἐξέφρασε ὡσαύτως τὴν ἐπιθυμίαν ὅπως ἐγκαθιδρυσθῶν λεωφορειακαὶ γραμμαὶ μεταξὺ τῶν σημαντικωτέρων τουριστικῶν κέντρων καὶ κέντρων τῶν δύο Χωρῶν. Θὰ εἶδει νὰ συσταθῇ εἰς τὰς ἐνδιαφερομένους ἐπιχειρήσεις τῶν δύο Χωρῶν ὅπως ἔλθουν εἰς ἐπαφὴν καὶ ἐξετάσουν τὴν δυνατότητα ἐγκαθιδρύσεως τῶν γραμμῶν αὐτῶν.

Τὰ δύο Μέρη θετικῶς ἐξετίμησαν τὸ πραγματοποιηθῆν ἔργον καὶ τὴν δραστηριότητα τῆς Μικτῆς Ἑλληνο-Γιουγκοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ἀνάπτυξιν τοῦ τουρισμοῦ καὶ συνέστησαν ὅπως καταβληθῶν ἐπὶ μεγαλύτεραις προσπάθειαι πρὸς τὸν σκοπὸν αὐξήσεως τῆς ἐκατέρωθεν τουριστικῆς κινήσεως, ὡς καὶ ἔλξεως τουριστῶν ἐκ τρίτων χωρῶν.

V. Μορφωτικὴ Συνεργασία.

Ἡ Ἐπιτροπὴ προέβη εἰς ἀνταλλαγὴν ἀπόψεων ἐπὶ τῆς συνεργασίας ταύτης καὶ μετὰ λύπης διαπίστωσεν ὅτι ἀπὸ τοῦ 1969 δὲν ὑπάρχει μορφωτικὸν πρόγραμμα. διὰ τοῦ ὁποίου ἡ ἐν λόγῳ συνεργασία εἶχε καθορισθῇ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, καὶ ὅτι δὲν ἔχουν παρακαμφθῇ αἱ δυσχερεῖαι αἱ ὁποῖαι προσέκλεισαν τὴν διακοπὴν αὐτήν. Ὡς ἐκ τούτου, δὲν ἐσημειώθη πρόοδος εἰς τὸν ἐν λόγῳ τομέα καὶ ἡ κατάστασις παραμένει μὴ ἰκανοποιητικὴ.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ὑπογραμμίζει τὴν ἀνάγκην ὅπως ἀναληθῶν ἀπὸ κοινῆς νῆα προσπάθεια πρὸς ἄσιν τῶν ὑφισταμένων δυσχερειῶν καὶ σύναψιν, τὸ δυνατόν ταχύτερον, νέου προγράμματος μορφωτικῆς συνεργασίας.

Ἐπὶ τὸ πνεῦμα τοῦτο, ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ τελεῖ ἐν ἀναμονῇ ἀπαντήσεως εἰς τὴν τελευταίαν πρότασιν τῆς ἐν σχέσει πρὸς τὸ ἐν λόγῳ πρόγραμμα.

Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ἐδήλωσεν ὅτι σχέδιον προγράμμα-
τος θέλει ἀποσταλῆ λίαν προσεχῶς διὰ τῆς διπλωματικῆς
ὁδοῦ.

VI. Μεταφορὰί.

Ἡ Ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι ἡ πραγματοποιηθεῖσα εἰς
τὸν τομέα τῶν μεταφορῶν ἀνάπτυξις εἶναι ἱκανοποιητικὴ.
Υφίστανται, ἐν τούτοις, συνθήκαι ἐπιτρέπουσαι τὴν περαι-
τέρω βελτίωσιν τῆς ποιότητος καὶ ἀσφαλείας τῶν μεταφορῶν,
ὡς καὶ τὴν αὐξησιν τοῦ ὄγκου τῶν.

Τὰ ἀκόλουθα ζητήματα εἶναι, κατὰ τὴν παρούσαν στιγμὴν,
ἰδιαιτέρως σημαντικὰ.

Ὀδικαὶ μεταφορὰί.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ὑπενώθιμισεν ὅτι αἱ διεθνεῖς ὀδικαὶ μεταφο-
ραὶ μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Γιουγκοσλαβίας ρυθμίζονται διὰ
τῆς ἀπὸ 18 Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας «περὶ ρυθμίσεως τῆς
ὀδικῆς μεταφορᾶς ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων δι' ἐμπορικῶν
ὀχημάτων» καὶ τὴν ἀπὸ 5 Νοεμβρίου 1964 Συμφωνίαν ἀρρω-
σαν εἰς ὠρισμένα ζητήματα ὀδικῆς μεταφορᾶς.

Ἡ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἐν λόγῳ Συμφωνιῶν συσταθεῖσα
Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἐπέτυχε, μέχρι στιγμῆς, ἱκανοποιητικὰ
ἀποτελέσματα.

Ἰνα, ἐν τούτοις, πραγματοποιηθῆ ἐν τῷ μέλλοντι ἀνάπτυ-
ξις τῶν διεθνῶν ὀδικῶν μεταφορῶν διὰ τὰς ὁποίας ἐνδιαφέ-
ρονται αἱ δύο Χῶραι, ἡ Ἐπιτροπὴ συνέστησεν εἰς τὴν Μι-
κτὴν Ἐπιτροπὴν ὀδικῶν μεταφορῶν ὅπως κατὰ τὴν προσεχῆ
σύνοδον προτείνῃ λύσεις καὶ ἐνδεχομένως τροποποιήσεις τῆς
Συμφωνίας τοῦ 1959, αἵτινες θὰ ἀνταπεκρίνοντο εἰς τὰς πα-
ρούσας ἀνάγκας καὶ τὴν εἰς τὰς δύο Χῶρας ὑφισταμένην
πρακτικὴν ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς διεθνεῖς ὀδικὰς μεταφορὰς.

Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ ἐξέφρασε τὴν ἐπιθυμίαν ὅπως αὐ-
ξηθῆ ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀτελῶν ἀδειῶν αὐτῆς.

Ἡ Ἐπιτροπὴ συνιστᾷ εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν ὀδικῶν
μεταφορῶν νὰ ἐξετάσῃ τὸ ζήτημα τοῦτο μετὰ κατανόησιν.

Ἡ Γιουγκοσλαβικὴ πλευρὰ ἐπληροφόρησε τὴν Ἐπιτροπὴν
ὅτι, ἀπὸ τῆς 18ης Νοεμβρίου 1971, αἱ ἐλληνικαὶ ἀρχαὶ δὲν
ἐπιτρέπουσι τὴν ἐντὸς τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπικρατείας κυκλοφο-
ρίαν Γιουγκοσλαβικῶν ὀχημάτων τῶν ὁποίων τὸ μικτὸν βάρος
ὑπερβαίνει τοὺς 35 τόνους. Τοῦτο δημιουργεῖ ἰδιαιτέρας
δυσχερείας διὰ τοὺς Γιουγκοσλάβους μεταφορεῖς, κυρίως
προκειμένου περὶ μεταφορᾶς ὑγρῶν καυσίμων, ὅποτε οὗτοι
ὑποχρεοῦνται ὅπως ὀδηγῶν ἐπιφορὰ κατὰ τὸ ἥμισυ κενᾶ,
πρᾶγμα τὸ ὁποῖον ἐπιβραβεῖ τὴν ἀσφάλειαν τῆς μεταφορᾶς.

Ἡ Ἑλληνικὴ πλευρὰ θὰ ἐνημερώσῃ τὰς ἀρμοδίαις ἀρχαῖς
περὶ τοῦ ζητήματος καὶ θὰ ἀνακοινώσῃ τὴν ἀπάντησίν της εἰς
τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν ὀδικῶν μεταφορῶν κατὰ τὴν προσεχῆ
σύνοδον αὐτῆς.

Σιδηροδρομικαὶ μεταφορὰί.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἔκρινεν ὅτι ἡ μεταξὺ Γιουγκοσλαβικῶν καὶ
ἐλληνικῶν σιδηροδρομῶν συνεργασία ὑπῆρξεν ἱκανοποιητικὴ.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἐξετίμησε τὰς προσπαθείαις τὰς καταβλη-
θεῖσας ὑπὸ τῶν Σιδηροδρομῶν τῶν δύο Χωρῶν, ὡς καὶ τῆς
Μικτῆς Ἐπιτροπῆς Ἐργασίας διὰ τοὺς σιδηροδρομους, ἥτις
ἐργάζεται διὰ τὸν ἐκσυγχρονισμὸν τῶν σιδηροδρομικῶν μετα-
φορῶν πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξασφαλίσεως ταχύτερας καὶ καλλι-
τέρας μεταφορᾶς ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων καὶ ἡ ὁποία
ἀρχολεῖται μετὰ ἄλλα ζητήματα κοινῶς ἐνδιαφέροντος.

Ἡ Ἐπιτροπὴ συνιστᾷ εἰς τὰς ἀρμοδίαις ἀρχαῖς τῶν δύο
Χωρῶν τὴν ἐπίσπευσιν τῆς διαδικασίας πρὸς τὸν σκοπὸν
συνάψεως συμβάσεως ἀφορώσης εἰς τὴν ρύθμισιν τῶν μεθορια-
κῶν σιδηροδρομικῶν μεταφορῶν, ἥτις θὰ συνέβαλεν εἰς τὴν
βελτίωσιν τῶν μεταξὺ τῶν δύο Χωρῶν σιδηροδρομικῶν μετα-
φορῶν.

VII. Περιουσίαι καὶ Συμφέροντα.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἀπεδέχθη τὴν ἐντὸς προθεσμίας ἑξ μηνῶν
διενέργειαν ἐπαφῶν μεταξὺ τῶν δύο Μερῶν πρὸς ἐξέτασιν
τοῦ ζητήματος τῶν ἐλληνικῶν περιουσιῶν αἵτινες ἐγκατε-
λείφθησαν ἐν Γιουγκοσλαβίᾳ καὶ τῶν Γιουγκοσλαβικῶν περι-
ουσιῶν αἵτινες ἐγκατελείφθησαν ἐν Ἑλλάδι, ὡς καὶ τῶν ἐλ-
ληνικῶν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων ἐν Γιουγ-

κοσλαβίᾳ καὶ τῶν Γιουγκοσλαβικῶν ἐν Ἑλλάδι, τὸ ὅποιο,
μετὰ τὸν Δεύτερον Παγκόσμιον Πόλεμον, ἐπλήγησαν διὰ μέ-
τρων περιοριστικῶν τῆς ἰδιοκτησίας ἐκτὸς τῆς ἐθνικοποιή-
σεως.

Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι συνεργῶνσαν ὅπως, εἰς τὸ ἐξῆς,
ἡ Διϋπουργικὴ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται ἀπᾶς τοῦλάχιστον τοῦ
ἔτους, ἐναλλάξ ἐν Ἀθήναις καὶ ἐν Βελιγραδίῳ.

Ἐγένετο ἐν Βελιγραδίῳ, τὴν 14ην Ἰανουαρίου 1972, εἰς
διπλοῦν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου
τῆς Ἑλλάδος.

ΕΜΜ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπονδιακῆς
Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας
τῆς Γιουγκοσλαβίας
BLAGOJ PPOV

(2)

Περὶ κυρώσεως τοῦ 10ου Ἐμπορικοῦ Προσθέτου Πρω-
τοκόλλου Ἑλλάδος - Η.Α.Δ. τῆς 17-9-1971.

Οἱ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 3 παράγραφος 2 τοῦ Νόμου
5426/1932 «περὶ περιορισμοῦ εἰσκαγωγῆς ἐμπορευμάτων»,
ἀποφασίζομεν :

Κυρωθῆναι τὸ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφέν τὴν 17ην Σεπτεμ-
βρίου 1971, 10ον Πρόσθετον Πρωτόκολλον εἰς τὴν Ἐμπο-
ρικὴν Συμφωνίαν τῆς 21ης Μαΐου 1953 μεταξὺ τοῦ Βασι-
λείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημο-
κρατίας, κυρωθεῖσαν διὰ τοῦ Ν.Δ. 3584/1956 (Φ.Ε.Κ.
Α' 239/1956).

Τὸ κείμενον τοῦ ἐν λόγῳ Πρωτοκόλλου ἔπεται ἐν πρω-
τοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς
τὴν ἐλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῆ 10 Μαρτίου 1972

Οἱ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΑΝΑΠΑΡ. ΥΠΟΥΡΓΟΥ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ

Χ. ΞΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ-ΠΑΛΑΜΑΣ **ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΕΖΟΠΟΥΛΟΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΚΟΥΛΗΣ

PROTOCOLE ADDITIONNEL No 10

à l'Accord Commercial entre le Royaume de Grèce
et la République Arabe d'Egypte du 21 mai 1953.

La Commission Mixte prévue par l'article 6 de l'Ac-
cord Commercial entre le Royaume de Grèce et la
République Arabe d'Egypte signé au Caire le 21 mai
1953, s'est réunie à Athènes du 11 au 17 septembre
1971.

Après avoir examiné l'évolution des relations com-
merciales entre les deux Pays, les deux Délégations ont
convenu ce qui suit :

1. Les deux Parties sont persuadées que dans l'in-
térêt commun les autorités compétentes des deux
Pays devraient continuer leurs efforts et épuiser tous
les moyens à leurs dispositions dans le but d'intensi-
fier et de développer les échanges commerciaux réci-
proques. Les deux Délégations ne manqueront pas de
suggérer à leurs Gouvernements la prise, dans le cadre
des réglementations sur le commerce extérieur en
vigueur dans chacun des deux Pays, de toute mesure
favorable à l'augmentation des importations et des
exportations entre les deux Pays.

2. Pendant la période allant du 1er juillet 1971 jusqu'
au 30 juin 1972 l'échange des marchandises entre les

deux Pays s'effectuera sur la base des contingents prévus respectivement dans les listes «A» et «B» annexées au présent Protocole.

3. Les deux Parties Contractantes faciliteront l'importation et l'exportation des marchandises indiquées dans les listes précitées conformément aux dispositions générales appliquées dans les deux Pays. Les autorités compétentes des deux Pays examineront dans le cadre des dispositions générales en vigueur avec bienveillance des demandes d'importation et d'exportation des marchandises au delà des quantités prévues aux listes ou pour des produits qui n'y figurent pas. Lors de l'octroi des permis d'importation et d'exportation le caractère saisonnier des marchandises sera pris en considération.

4. Les prix des produits à être échangés entre le Royaume de Grèce et la République Arabe d'Egypte dans le cadre du présent Protocole seront établis sur la base des prix internationaux compétitifs pratiqués pour les mêmes produits sur le marché mondial.

5. Les deux Parties Contractantes pendant l'exécution du présent Protocole feront tout effort possible afin que les échanges de part et d'autre soient compensés.

6. Le présent Protocole, faisant partie intégrante des Accords déjà existants, entre en vigueur dès sa signature. Néanmoins ses dispositions sont applicables rétroactivement à partir du 1er juillet 1971.

Fait à Athènes le 17 septembre 1971 en deux exemplaires originaux en langue française.

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce
ATHANÁSE ANDREOPOULOS

Pour le Gouvernement de la République Arabe d'Egypte
SAMIR EL BARDAI

Liste A'

Produits de la République Arabe d'Egypte à exporter vers la Grèce pendant la période allant du 1er juillet 1971 jusqu'au 30 juin 1972.

Produits	Quantités	Valeur en \$ USA
Coton		5.000.000
Pétrole brut	Tonnes 600.000	—
Sucre raffiné		1.000.000
Riz cargo		1.000.000
Mélasses		350.000
Alcool		P. M.
Textiles de coton et autres textiles		250.000
Articles en verre		25.000
Phosphates bruts		P. M.
Pâte à papier		300.000
Wagons de chemin-de-fer		P. M.
Produits pharmaceutiques		100.000
Glycérine		50.000
Boissons alcooliques		50.000
Bois artificiels (Novopan)		200.000
Produits plastiques		100.000
Légumes et fruits (y compris bananes, pommes de terre etc.)		500.000
Déchets de lin		200.000
Naphtaline brute		150.000
Fibres synthétiques		100.000
Divers (y compris meubles, matières détergentes produits de parfumerie etc.)		625.000

Liste B'

Produits de la Grèce à exporter vers la République Arabe d'Egypte pendant la période allant du 1er juillet 1971 jusqu'au 30 juin 1972.

Produits	Valeur en \$ USA
Tabac	* 4.500.000
Olives	200.000
Vins	250.000
Huile d'olive et pâtes d'huile d'olive	200.000
Soufre	300.000
Mastic	50.000
Papier	250.000
Produits pharmaceutiques	100.000
Fils de coton	300.000
Polystyrène	50.000
Colophane	100.000
Pyrites de fer	300.000
Bouchons métalliques	15.000
Caroubes	50.000
Produits agricoles et industriels divers	335.000

10ον ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

εις την Έμπορικὴν Συμφωνίαν μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς 21ης Μαΐου 1953.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ, προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 6 τῆς Ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας ὑπογράφεισα ἐν Καίρῳ τὴν 21ην Μαΐου 1953, συνήλθεν ἐν Ἀθῆναις, ἀπὸ τῆς 11ης ἕως 17ης Σεπτεμβρίου 1971.

Κατόπιν ἐξετάσεως τῆς ἐξελίξεως τῶν ἐμπορικῶν σχέσεων μεταξύ τῶν δύο χωρῶν, αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι συνεφώνησαν τὰ ἑξῆς :

I. Τὰ δύο μέρη εἶναι πεπεισμένα ὅτι χάριν τοῦ κοινοῦ συμφέροντος αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν θὰ ἔδει νὰ συνεχίσουν τὰς προσπάθειάς των καὶ νὰ ἐξαντλήσουν ἀπαντὰ τὰ εἰς τὴν διάθεσίν των μέσα πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἐπιτείνουν καὶ ἀναπτύξουν τὰς ἀμοιβαίας ἐμπορικὰς συναλλαγὰς. Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι δὲν θὰ παραλείψουν νὰ προτείνουν εἰς τὰς Κυβερνήσεις των τὴν λήψιν ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἐπι τῶν ἐξωτερικῶν ἐμπορίῶν ἐν ἰσχύϊ κανονισμῶν, τῶν δύο χωρῶν, παντὸς εὐνοϊκοῦ μέτρου διὰ τὴν ἀύξησιν τῶν εἰσαγωγῶν καὶ ἐξαγωγῶν μεταξύ τῶν δύο χωρῶν.

II. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου ἐκτεινομένης ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1971 ἕως 30ῆς Ἰουνίου 1972 ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ἐμπορευμάτων, μεταξύ τῶν δύο χωρῶν θὰ πραγματοποιηθῆται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ποσοστῶσεων τῶν προβλεφθεισῶν ἀντιστοίχως εἰς τοὺς πίνακας «Α» καὶ «Β» ἐν παραρτήματι εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον.

III. Τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἐγκρίνουν τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν τῶν εἰς τοὺς προαναφερομένους πίνακας ὀριζομένων ἐμπορευμάτων συμφῶνως πρὸς τὰς γενικὰς διατάξεις ἐν ἐφαρμογῇ εἰς τὰς δύο χώρας. Αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν θὰ ἐξετάσουν εὐμενῶς ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἐν ἰσχύϊ γενικῶν διατάξεων τὰς αἰτήσεις εἰσαγωγῆς καὶ ἐξαγωγῆς ἐμπορευμάτων πλέον τῶν ποσοτήτων τῶν προβλεπομένων εἰς τοὺς πίνακας ἢ προϊόντων οὐδὲως ἀναφερομένων. Κατὰ τὴν παροχὴν τῶν ἀδειῶν εἰσαγωγῆς καὶ ἐξαγωγῆς, ὁ ἐπομιακὸς χαρακτήρ τῶν ἐμπορευμάτων θὰ λαμβάνηται ὑπ' ὄψιν.

IV. Αἱ τιμαὶ τῶν ἀνταλλαγησομένων προϊόντων μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου θὰ καθορισθῶν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διεθνῶν ἀνταγωνιστικῶν τιμῶν διαμορφωμένων εἰς τὴν παγκόσμιον ἀγορὰν ἐπὶ τῶν αὐτῶν προϊόντων.

V. Τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐκτελέσεως τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου θὰ καταβάλλουν πᾶσαν δυνατὴν προσπάθειαν οὕτως ὥστε αἱ μεταξύ ἀλλήλων ἀνταλλαγῆ νὰ ἐξισωθῶν.

* Ce contingent sera exécuté proportionnellement 50 % pour des tabacs burley et 50 % pour des tabacs orientaux.

VI. Το παρόν Πρωτόκολλο αποτελεί αναπόσπαστον μέρος των ήδη υφιστάμενων συμφωνιών, ήρχεται ισχύον άμα τῆς υπογραφῆς του. Πόσως αἱ διατάξεις του ἔχουν ἀναδρομικὴν ἰσχὺν ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1971.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τὴν 17ην Σεπτεμβρίου 1971 εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα εἰς τὴν Γαλλικὴν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
ΛΘΑΝΑΣΙΟΣ ΑΝΔΡΕΟΠΟΥΛΟΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας
SAMIR EL BARDAI

Π Ι Ν Α Ξ «Α»

Προϊόντα τῆς Η.Α.Δ. ἐξαγώγιμα πρὸς τὴν Ἑλλάδα κατὰ τὴν περίοδον ἐκτεταμένην ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1971 ἕως 30 Ἰουνίου 1972

Προϊόν	Ἄξια εἰς Δολλάρια Η.Π.Α.
Βάμβαξ	5.000.000
Ἄργον πετρέλαιον	600.000 τόννοι
Σάκχαρις διυλισμένη	1.000.000
Ὅρυζα CARGO	1.000.000
Μελάσσα	350.000
Ἄλκοολ	ἐνδεικτικῶς
Βαμβακερὰ καὶ ἄλλα ὑφάσματα	250.000
Εἶδη ἐξ ὑάλου	25.000
Φωσφαῖται ἀκατέργαστοι	ἐνδεικτικῶς
Χαρτόμαζα	300.000
Βαγόνια σιδηροδρόμων	ἐνδεικτικῶς
Φαρμακευτικὰ προϊόντα	100.000
Γλυκερίνη	50.000
Οἶνοπνευματώδη ποτὰ	50.000
Τεχνητὴ Ξυλεία (NOVOPAN)	200.000
Πλαστικά	100.000

Αγγυκὰ καὶ φρούτα (περιλαμβανομένων μηχανίων, γαιομήλων κ.λπ.)	500.000
Φύρα λινοῦ	200.000
Ναφθαλίνη ἀκατέργαστη	150.000
Νήματα συνθετικά	100.000
Διάφορα (συμπεριλαμβανομένων ἐπιπλόν, ἀπορρυπαντικῶν, προϊόντων ἀρωματοποιίας κ.λπ.)	625.000

Π Ι Ν Α Ξ «Β»

Προϊόντα τῆς Ἑλλάδος ἐξαγώγιμα πρὸς τὴν Η.Α.Δ. κατὰ τὴν περίοδον ἐκτεταμένην ἀπὸ 1ης Ἰουλίου 1971 ἕως 30ῆς Ἰουνίου 1972.

Προϊόν	Ἄξια εἰς Δολλάρια Η.Π.Α.
Καπνὸς	4.500.000*
Ἐλαῖαι	200.000
Οἶνος	250.000
Ἐλαιόλαδον καὶ μίγματα ἐξ ἐλαιολάδου	200.000
Θεῖον	300.000
Μαστίχη	50.000
Χάρτης	250.000
Φαρμακευτικὰ προϊόντα	100.000
Βαμβακονήματα	300.000
Πολυστερένιον	50.000
Κολοφώνιον	100.000
Πυρίτης σιδήρου	300.000
Πώματα ἐκ μετάλλου	15.000
Χαρούπια	50.000
Διάφορα γεωργικὰ καὶ βιομηχανικὰ προϊόντα	335.000

* ἡ ποσὸστωσις θὰ ἐκτελεσθῆ κατ' ἀναλογίαν 50 % διὰ καπνὰ BURLEY καὶ 50 % διὰ καπνὰ Ἀνατολῆς.